

Les paradoxes de la presse turque

par Mine Saulnier

Je voudrais vous parler des fastes et des misères de Byzance. La presse turque connaît actuellement une étrange expansion, unique au monde. Dans un pays en pleine crise économique, quatre quotidiens ont donné naissance à quatre grands groupes financiers. Chacun de ces groupes est composé de plusieurs sociétés anonymes qui diversifient leurs activités de l'hôtellerie à l'industrie en passant par la presse aussi bien audiovisuelle qu'écrite et chaque quotidien possède sa propre chaîne de télévision. Véritables géants de l'économie nationale, ces groupes de médias sont cotés en bourse, et contrairement à la récession qui touche la presse dans le reste du monde, leur lectorat, leur audience et leurs bénéfices ne cessent d'augmenter.

Quelques chiffres significatifs : il existe à l'heure actuelle vingt quotidiens qui appartiennent au groupe Dogan. Ce groupe est à la tête de *Milliyet* et *Meydan*, d'un journal du dimanche, de deux suppléments hebdomadaires, de huit revues, de trois imprimeries en Turquie, d'une imprimerie de location en Allemagne pour la diffusion de *Milliyet* en Europe, d'une télévision qui s'appelle *Canal D*, d'une radio, d'une maison d'édition. Le même groupe est également propriétaire d'une banque, de deux sociétés d'assurances, d'une société de recherche en sociologie, de sept sociétés de marketing et de distribution, de deux villages de vacances et d'un troisième en cours de construction, d'agences de voyage, de deux sociétés d'industrie automobile, d'une société d'électronique qui fabrique des téléviseurs sous la licence Falcon. Le groupe Hür possède un quotidien, *Hürriyet*, un supplément quotidien, deux suppléments hebdomadaires, sept revues, une télévision, une radio, une maison d'édition, trois imprimeries en Turquie et une en Allemagne pour la diffusion européenne, des agences de voyage, la chaîne d'hôtels Pen, trois sociétés de distribution de produits courants, (automobile, électroménager etc.), une société d'import-export de

Etudes de cas : Turquie

toutes sortes de denrées y compris des médicaments. Le groupe Ihlas, qui représente la presse intégriste en Turquie, est à la tête du quotidien *Türkiyet*, de la chaîne de télévision *Tert*, d'une radio, de dix revues, d'une usine de craie, d'un hôpital, d'une société de distribution automobile qui détient 51 % du marché turc, d'une industrie automotrice, d'une industrie chimique, d'une société de distribution de produits de télécommunication, de plusieurs agences de tourisme, et d'une énorme industrie de construction en bâtiment. Le groupe Sabah, détient *Sabah*, et quatre autres quotidiens de moindre envergure, deux suppléments hebdomadaires autour du fleuron *Sabah*, douze revues, une chaîne de télé, deux radios, quatre sociétés de distribution allant du frigo à l'automobile en passant par le téléphone.

A titre indicatif, *Milliyet* en avril 1994 vendait 650 000 exemplaires, *Sabah* 700 000, *Hürriyet* 450 000, *Türkiyé* 300 000. En dehors de ceux-là, il y a deux autres quotidiens qui sont très importants et qui n'appartiennent pas à ces groupes, ce sont *Özgür Gündem* qui est distribué autour de 50 000 exemplaires et le quotidien *Cumhuriyet*, (l'équivalent du journal français *le Monde*), autour de 60 000. Nous sommes donc en face de géants.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'audiovisuel, la Turquie est le pays qui abrite plusieurs dizaines de chaînes télévisées et de radios privées. Elle est également le second utilisateur du satellite Eutelsat (17 %), sans compter le satellite turc qui sera mis en orbite en juin 1994. Cette évolution se déroule sans que le gouvernement ne change la loi sur l'audiovisuel. L'Etat prétend toujours au monopole dans ce domaine. Les patrons de ces chaînes sont des hommes d'affaires et des industriels. Cette expansion se fait au détriment de la qualité, et mise sur une presse plutôt populiste que populaire.

Je voudrais maintenant évoquer la filiation politique de ces groupes de presse.

La Turquie compte sept partis politiques. Sur les quatre premiers, l'ANAP et le DYP sont approximativement libéraux. Les deux autres, le CHP et le SHP s'apparentent aux sociaux-démocrates. Les trois derniers partis sont proches des intégristes avec le RP, des ultra-nationalistes avec le MHP et des Kurdes avec le DEP. Mais ils ne diffèrent pas tellement les uns des autres. La preuve, c'est que le SHP et le DYP font coalition. La confusion politique est telle que dans les quatres premiers partis que je viens de citer cohabitent aussi bien des ultra-nationalistes que des intégristes. En revanche, le parti ultra-nationaliste n'ouvre pas ses portes aux libéraux et dans le parti intégriste vous n'avez ni libéraux ni sociaux-démocrates.

La même confusion se retrouve au niveau de la presse : les trois premiers groupes (Dogan, Hür, Ihlas) réunissent en leur sein des éditorialistes d'extrême-droite et d'extrême-gauche, des libéraux et des sociaux-

démocrates. Dans le groupe islamiste, vous n'avez en revanche ni sociaux-démocrates ni libéraux.

Les partis politiques ont fait des concessions à la religion et aux intégristes pour gagner des voix. La presse a suivi.

Ainsi, il y a tellement d'allégeance à la religion que les trois grands groupes de presse soi-disant libéraux, pour retenir leur lectorat, doivent consacrer une page entière à la religion pendant le Ramadan. Les quotidiens intégristes par contre ne consacrent pas une page entière à la laïcité pour la fête de la république.

Il y a une liberté, et peut-être un abus de liberté en Turquie. Cette liberté est entravée uniquement par l'autocensure. C'est une double autocensure qui est à la fois économique et politique. Dans les deux cas, elle est vicieuse. Je vais vous donner deux cas d'autocensure que je vis quotidiennement. L'autocensure politique fonctionne de la façon suivante. On laisse écrire les gens comme ils l'entendent et si cela dérange trop, on les tue. Ce fut le cas pour notre ami Ugur Mumcu et pour seize autres journalistes. L'autocensure économique se joue sur les énormes bénéfices que font les entreprises pour lesquelles nous travaillons.

J'ai une expérience assez forte de l'autocensure politique. En tant qu'intellectuels, nous voulons garder une objectivité, et c'est assez difficile. J'ai essayé d'être impartiale, dans la mesure du possible, notamment sur le problème kurde. En tant qu'intellectuelle j'ai fait des articles qui voulaient raisonner un petit peu le gouvernement et en même temps appeler à la raison les extrémistes kurdes. Voyant tous ces efforts que j'avais déployés, on m'a invitée un jour à une réunion du PKK à Paris. J'y suis allée toute contente parce que j'étais la seule journaliste turque parmi de nombreux confrères de *Libération*, du *Monde*, etc. Au cours d'une intervention, la personne qui parlait a reçu un petit bout de papier que lui avait remis un militant. Après avoir lu ce papier, l'intervenant a dit : « *Nous avons parmi nous une journaliste turque nous lui conseillons de faire attention à ce qu'elle va écrire.* » Je ne pouvais pas accepter ce chantage, je me suis levée et je lui ai dit : « *Ecoutez, si je suis là, c'est parce que vous m'avez invitée, si vous voulez, je peux partir !* » Et je suis partie.

Devant la porte m'attendaient trente militants, et vous savez ce qu'ils me reprochaient ? Ils ne me reprochaient pas ce que j'écrivais, ils me reprochaient de travailler pour un journal turc, pour *Milliyet*. J'ai fait part de cette histoire à mon journal qui a choisi de ne rien publier. Ils m'ont dit : « *Tiens-toi tranquille, ne fais pas d'article sur ce qui vient de se passer et ne t'intéresse plus aux Kurdes pendant un moment.* » Ça aussi c'est de l'autocensure, je ne peux pas écrire parce que si j'écris ma vie est menacée. A un moment donné, on doit choisir entre sa vie et son métier, le choix est difficile et j'opte la plupart du temps pour la vie.

Etudes de cas : Turquie

Quand nous évoquons la censure et l'autocensure, il faut aussi parler de l'Occident et de la France que je connais bien. Il a suffi que la Turquie achète 25 hélicoptères au gouvernement français pour que la presse française se taise subitement, et qu'elle oublie le PKK. Depuis, silence des télévisions françaises, des radios, alors qu'il se passait des choses énormes dans les mois qui précédaient ce contrat.

En Turquie, il y a un autre problème qui peut nous amener à l'autocensure. C'est la peur d'un éventuel coup d'Etat militaire. En ce moment, l'armée turque est en train de faire une guerre. Elle a déployé une énorme force à l'est de la Turquie – presque quinze fois plus importante que pour l'invasion de Chypre – et elle n'arrive pas à venir à bout de ce mouvement terroriste. Bien sûr, l'immense majorité des Kurdes ne fait pas partie du PKK. Mais ce mouvement est très important, c'est la rébellion la plus importante que la Turquie ait vécue jusque-là, et l'armée turque ne peut rien faire.

C'est pourquoi il y aura peut-être un coup d'Etat militaire. Bien entendu, je souhaiterais que cette hypothèse ne se réalise pas, mais si elle se réalisait, cela se retournerait contre la presse. L'armée fera taire la presse sur ses échecs et sur les revers cuisants qu'elle subit à l'est de la Turquie. Dans ce contexte-là, mettez-vous une seconde à ma place : face à ce coup d'Etat que je sens venir, que dois-je faire ? Où est ma conscience ? Dois-je penser à la démocratie et me taire sur certaines choses, les passer sous silence pour qu'il n'y ait pas de coup d'Etat militaire ? Ou est-ce que je dois continuer à informer ? C'est un dilemme énorme pour moi et pour beaucoup d'autres.

C'est très facile de demander à des gens civilisés et cultivés d'être objectifs et impartiaux. C'est ce que nous essayons d'être, mais les démocrates que nous sommes sont souvent dépourvus de certaines armes que d'autres n'hésitent pas à utiliser contre nous. Par exemple, quand je traite du fanatisme ou du problème kurde, j'essaye d'être impartiale, j'essaye de ne pas condamner, de ne pas juger. Mais la presse intégriste, la presse du PKK, n'hésitent pas, elles, non seulement à me juger et à me condamner mais en plus, elles me désignent comme cible à leur organisation armée. Je trouve que les moyens ne sont pas égaux. Quand j'écris quelque chose qui ne leur plaît pas, ils me montrent du doigt, ils l'ont fait deux fois le mois dernier et pourtant j'avais l'appui de l'institut kurde de Paris. Car les kurdes sont divisés, ils ne pensent pas tous de la même manière. Dans ce cas-là comment puis-je répondre à ce jugement, à cette condamnation ? Qui me défendra ? Parce que je ne suis pas, non plus du côté de l'Etat ou du gouvernement. Nous vivons en Turquie une profonde solitude intellectuelle.

DEBAT

CHRISTOPHE BOLTANSKI Je voulais savoir un peu en détail comment le journal *Milliyet* couvre le problème kurde sur place. Est-ce que vous y envoyez des correspondants, des reporters ?

ALI SIRMEN Nous avons un bureau sur place. Mais c'est difficile d'enquêter parce que le PKK a interdit à tout journaliste de faire son travail dans la région, sous peine de mort. En Turquie on est libre d'écrire et de mourir. Et sur le terrain on est toujours suivis par la police et le PKK.

Par ailleurs il y a le *Özgür Gündem*, le journal du PKK qui, lui, est autorisé à travailler. Mais sa distribution a été empêchée plusieurs fois par le gouvernement. Le PKK n'est pas seul à menacer les journalistes, le Hezbollah ou d'autres forces intégristes le font aussi. Des rumeurs parlent même de l'assassinat de journalistes kurdes, cette fois-ci, par des services parallèles de l'Etat, ce qui est très difficile à vérifier.

SAMIR KASSIR Depuis la guerre du Golfe, on sait que dans la presse internationale la diabolisation de l'Irak se fonde très largement sur la question kurde. Comment cela a-t-il été traité par la presse turque ?

MINE SAULNIER Je fais partie de ceux qui n'ont pas diabolisé l'Irak. Parce que je trouve que ce conflit n'était pas le nôtre et que le gouvernement turc avait fait un très mauvais choix en prenant parti aux côtés des alliés. Actuellement la Turquie vit une crise économique énorme. Avec le problème kurde des sommes colossales sont investies dans la guerre, cet argent part en fumée. En plus, en participant à l'embargo infligé à l'Irak, la Turquie se prive d'environ deux millions de dollars par mois. Les alliés avaient promis monts et merveilles si la Turquie prenait leur parti, on n'a rien vu venir. D'ailleurs, avec leurs énormes engins, leurs énormes bombardements, ils n'ont même pas pu détrôner Saddam Hussein. Je ne défend pas Saddam Hussein, mais je trouve qu'il y a une énorme injustice dans cette affaire car on nous a très peu parlé des souffrances du peuple irakien. Si cet embargo était levé, j'en serais ravie.

UN INTERVENANT ARABE Je suis très impressionné par la dimension personnelle du drame vécu par notre collègue turque, et je salue son courage. Mais il y a une chose qui m'intrigue, c'est que derrière cette dimension personnelle, il y a aussi une dimension nationale. Est-ce qu'il n'y a pas, en Turquie, une quête sur l'identité turque ? Est-ce que la Turquie est vraiment, comme elle le prétend, partie intégrante de cet Occident ou est-elle toujours un pays oriental ? Je crois que ce qui se passe, actuellement, en Turquie prend ses racines dans cette contradiction fondamentale. La Turquie a refusé de rester dans cet

Etudes de cas : Turquie

Orient mystérieux, obscur etc., elle a voulu s'enraciner dans cet Occident qui la refuse. La Turquie souffre de cette double identité, de cette double appartenance. Permettez moi d'attirer votre attention sur cette dimension du drame.

MINE SAULNIER Nous vivons un drame d'être ni du monde oriental ni du monde occidental, mais ce n'est pas un drame de double identité. Nous avons une seule identité. D'ailleurs, la Turquie est le seul pays musulman qui a pu créer une identité à partir d'une nation. Vous dites que l'Europe nous refuse, mais est-ce que le monde arabe nous a vraiment acceptés ?

UN INTERVENANT ARABE Mais vous n'avez jamais fait le premier pas vers le monde arabe ! Vous avez toujours refusé d'être identifiés avec le monde arabe ! Comment voulez-vous que nous, nous fassions le premier pas ?

ALI SIRMEN Je me souviens d'un ami arabe qui me disait : « Pourquoi avez vous quitté l'islam ? » J'ai essayé de lui expliquer que la Turquie n'a pas renoncé à l'islam, c'est un pays musulman à 99 %, mais l'islam n'est pas pour nous une identité nationale, une culture, mais simplement une religion. Cet ami a eu du mal à comprendre la naissance de ce pays laïc qui s'est arraché du sein de la Umma et qui est devenu une nation.

Mais il n'y a pas de confrontation entre des musulmans et des laïcs. La plupart des musulmans sont des laïcs et la plupart des laïcs sont des musulmans. Il y a une confrontation entre un mouvement fondamentaliste et un mouvement laïc. Nous sommes autant influencés par Byzance que par la religion, donc nous sommes différents et il faut bien saisir cette différence.

Et ce gros problème, on l'a souvent posé à la Turquie : est-ce que la Turquie est un pays d'Orient ou d'Occident ? La Turquie n'a jamais été un pays d'Orient ou d'Occident, depuis Alexandre le Grand c'est un chemin de croisements.

Je voudrais faire une autre remarque sur le drame de la Turquie. Nous avons le problème kurde, et nous, les Turcs et les Kurdes, nous sommes à la fois les coupables et les victimes. Si nous arrivons à résoudre le problème kurde en sacrifiant les aspirations kurdes, nous serons coupables, mais si face à son incapacité à résoudre le problème kurde le gouvernement avait la tentation de nous enlever nos libertés et notre démocratie nous serions aussi des victimes. Dans ce type de conflit il n'y a pas de bons, on est toujours à la fois victime et coupable.

CHRISTOPHE BOLTANSKI La Turquie moderne est constituée de plusieurs identités. En fait, c'est la question de la Turquie comme nation qui est posée.

ALI SIRMEN Je pense que l'identité kurde existe et qu'on ne pourra résoudre le problème kurde qu'en l'acceptant. C'est un point indiscutable.

MINE SAULNIER La nation turque existe autant que la nation française qui est composée de Corses, de Basques, de Bretons, et de Normands. On l'appelle malgré tout nation française. Nous avons calqué notre constitution sur la constitution française. La différence c'est que vos Corses sont minoritaires tandis que chez nous, on estime à dix ou quinze millions le nombre de Kurdes.

En tant que journalistes, nous nous battons pour que les Kurdes puissent avoir leurs représentants et toutes les libertés qu'ils exigent et qu'ils ont raison d'exiger depuis l'avènement de la République. Seulement je ne pense pas que le problème kurde sera résolu dans un proche avenir. Même si nous, nous considérons qu'il faut donner l'indépendance aux Kurdes et si le gouvernement se rangeait, un jour, à notre point de vue, l'Iran, l'Irak, la Syrie ne le permettraient pas. C'est un drame, un dilemme, c'est une impasse pour la Turquie. Mais cela ne nous empêche pas de nous battre pour que les Kurdes puissent s'exprimer et vivre librement leur culture, leur langue.

DOMINIQUE VIDAL Une remarque : je sens un malaise. Nous ne parlons pas des mêmes réalités ni des mêmes problèmes. Quand nos amis turcs nous expliquent dans quelles conditions ils travaillent, quand nos amis algériens nous expliquent dans quelles conditions ils travaillent, quand on entend notre amie palestinienne nous parler de ses conditions de travail, ça me pose à moi journaliste français ou occidental un vrai problème. C'est-à-dire là où les uns ont du mal parce que leur vie est menacée ou qu'ils pensent que leur vie est menacée, d'autres ont du mal du fait de toute une série de processus idéologiques et culturels d'autocensure, on ne peut pas dire que ce soient les mêmes problèmes.

CARLOS GABETTA Je ne suis pas d'accord. Il est évident que chaque réalité est différente. En Europe, nous n'avons pas les mêmes problèmes qu'ont nos amis turcs, marocains, égyptiens... Mais sur le fond, nous partageons la même question : celle des rapports de la presse avec le pouvoir.

Il y a deux pouvoirs auxquels nous faisons face, d'une part le pouvoir d'Etat, quel qu'il soit, et d'autre part le pouvoir de nos patrons qui autrefois étaient propriétaires d'un journal ou d'une radio, mais qui maintenant ont un pouvoir immense avec des intérêts parfois très entremêlés avec le pouvoir politique. Nous devenons de plus en plus impuissants devant ce double pouvoir. Il y a aussi le rapport que nous avons avec la société, quand il y a des menaces qui viennent également

Etudes de cas : Turquie

de cette dernière, le PKK, les islamistes et les extrémistes de toutes sortes. Chacun d'entre nous devient de plus en plus impuissant dans ce contexte de pouvoir-société de plus en plus complexe et entremêlé. J'ai vécu personnellement en Amérique latine, dans mon pays, la situation que vivent nos amis turcs et nos amis égyptiens, d'être toujours entre deux feux, menacé d'une part par la guérilla et d'autre part par les militaires. Je ne voudrais pas entrer dans un débat philosophique, mais je crois que l'on devrait être beaucoup plus critique que compréhensif envers l'Etat et les intérêts économiques, tandis qu'envers la société on devrait être beaucoup plus compréhensif que critique. On a évoqué ici en France la censure, on pourrait dire que ça n'existe pas, mais ça existe. Mine Saulnier évoquait l'histoire des hélicoptères qui ont été achetés aux Français et du coup, toute l'information qui pouvait gêner la Turquie a disparu de la presse française. Que s'est-il passé ? Nous devons nous poser ce genre de questions, parce que nous avons, j'insiste, des problèmes communs qui se présentent sous formes différentes.